



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 786

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. André Gerin, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

M. André Gerin. Ma question s'adresse au ministre des affaires sociales, de l'emploi et de la solidarité.

Durant des semaines, le Gouvernement a annoncé le retour de la croissance. C'est la récession qui arrive, la croissance est négative. Vous faites un mauvais procès aux 35 heures, en accusant les Français d'être des fainéants (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*),...

M. René André. On dit le contraire !

M. André Gerin. ... un procès qui rappelle 1940, quand la droite accusait le Front populaire d'avoir conduit à la défaite avec la création des congés payés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Yves Nicolin. Pas vous, pas ça !

M. le président. Monsieur Nicolin !

M. André Gerin. Aujourd'hui, vous appliquez la méthode Coué. Cascades de licenciements, démantèlement de l'industrie, attaques contre les droits sociaux, absence de contrôle de l'argent public,...

M. Yves Nicolin. N'importe quoi !

M. André Gerin. ... liberté de licenciement, austérité généralisée : la croissance est négative, et c'est votre politique qui fait chuter la France. C'est du pétainisme industriel ! (*Huées et claquements de pupitre sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Calmez-vous, cela ne sert à rien ! Laissez M. Gerin s'exprimer, la parole est libre !

M. André Gerin. Comble du cynisme, vous parlez de réhabiliter le travail, monsieur le Premier ministre. Notre pays serait spolié par les chômeurs, les RMIstes et les faux malades, et vous montrez du doigt les sans-emploi, les victimes de votre politique, et vous généralisez la précarité, en oubliant deux détails. Le premier, c'est que les Français ont le deuxième meilleur taux de productivité mondial, et le second, c'est la responsabilité du Gouvernement, du MEDEF et du capital. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Vous oubliez de faire travailler le capital contre les spéculateurs et ceux qui s'enrichissent en dormant.

M. le président. Monsieur Gerin, auriez-vous l'obligeance de poser votre question ?

M. André Gerin. Quand on a l'une des plus fortes productivité du monde, les 35 heures sont un défi de civilisation irréversible. Etes-vous prêts aujourd'hui à ne plus prendre les Français pour des idiots (*Vives*

protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire) et à leur donner des moyens économiques et financiers ? (« Hou ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur Gerin, croyez-vous vraiment que vous allez faire avancer le débat politique et le débat social dans notre pays...

M. André Gerin. Absolument !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... avec des anathèmes comme ceux que vous venez de lancer et avec des contresens comme ceux qui consistent à croire ou à laisser dire que les Français seraient paresseux (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*)...

M. André Gerin. C'est vous qui le dites !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... alors même que nous considérons, nous, qu'ils ont eu beaucoup de courage et beaucoup d'imagination pour résister aux lois absurdes que vous avez mises en oeuvre et en dépit desquelles notre pays a continué sa progression ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Quant à la référence au pétainisme, le pétainisme, c'était le renoncement...

M. André Gerin. Exactement !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... et ce que nous proposons, c'est le contraire, c'est l'effort et le travail (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) parce que nous n'aurons pas le meilleur système de retraite au monde, le meilleur système de santé, des universités et des écoles gratuites pour tout le monde sans nous retrousser les manches, sans nous mettre au travail, sans chercher à produire plus de richesses pour financer notre modèle social.

Mme Martine David. C'est vous qui mettez des entraves !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

La politique que nous conduisons est en train de nous permettre de revenir dans le train de la croissance.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Michel Lefait. De la faillite plutôt !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dès le début de l'année 2004, vous verrez les résultats de cette politique, une politique d'allègement de charges, une politique de formation professionnelle qui va permettre à la France d'être aux avant-postes de la croissance et de l'éloigner totalement de la description que vous venez d'en faire, qui n'a rien à voir avec la réalité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. André Gerin](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 786

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 octobre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 octobre 2003